



par Serge Sargentini

Le mythe de l'OMS a vécu, c'est le constat de Mme Chan qui, en situation d'autorité a obligation de protéger la santé publique. Face à cet aveu les décideurs politiques et les citoyens ont le droit et surtout le devoir d'exiger de l'organisation onusienne les dispositions réglementaires et déontologiques qui s'imposent.

Lors de la 126ème session du Conseil exécutif de l'OMS à Genève le 18 janvier 2010, Mme Chan Directrice Générale de l'OMS a déclaré à la tribune dans l'exposé de [son rapport](#) sur le fiasco de la vaccination concernant "la pseudo pandémie" issue du virus H1N1, les conclusions suivantes (*extrait*) :

"... J'ai évoqué la révolution dans les communications et les technologies de l'information.

Dans le monde d'aujourd'hui, les gens ont à leur disposition et peuvent puiser leurs informations dans une vaste diversité de sources. Ensuite les gens prennent leurs propres décisions sur un sujet par rapport à un vecteur d'information auquel ils font confiance (ndlr: paraît crédible/fiable) et fondent leurs actions sur cette décision.

L'époque où les responsables de la santé pouvaient émettre des recommandations basées sur les meilleures données médicales et scientifiques disponibles et s'attendent à ce que la population s'y conforme, est peut-être révolue. Maintenant il ne sera pas suffisant de dire qu'un vaccin est sans danger ou que les tests ont été effectués conformément à la réglementation ou qu'il y a un risque réel. À mon avis, nous allons peut-être devoir relever un nouveau défi, celui de la communication."



Ce constat n'est pas seulement une reconnaissance implicite du sérieux et du travail de sensibilisation en profondeur de toutes les organisations et associations mondiales, mais un aveu par Mme Chan de l'échec de la communication de l'OMS, mais aussi des politiques de communication de santé des autorités gouvernementales des états.

Si l'information scientifique et environnementale a depuis quelques années un nouveau visage, madame la Directrice Générale serait bien inspirée avec son staff d'en chercher les causes profondes, non pas dans un discours alambiqué comme elle en a l'habitude, mais dans les antériorités des actes exécutés sous son autorité ou celles de ses prédécesseurs.

Les ONGs et les scientifiques indépendants confrontés depuis des années à une situation de déliquescence du "système OMS" qui repose sur une malhonnêteté scientifique généralisée ont été contraints d'adopter une politique de substitution salutaire à destination des masses par un passage de la pédagogie du contenu, à la pédagogie cognitive non biaisée (des connaissances).

Cette avancée a eu pour conséquence la crédibilisation des ONGs dans l'opinion publique.

La phase en cours est l'accentuation de cette sensibilisation en se référant exclusivement à la réalité sur des faits réels précis et évidents ressentis par la population qui en finalité doivent être étudiés par les scientifiques neutres, c'est-à-dire qui ne sont pas en conflits d'intérêts.

Que personne ne s'y trompe, aucune parade efficace n'est possible contre cette stratégie en cours.

En conséquence, personne ne doit s'en étonner si l'OMS et sa Direction Générale ont maintenant un juste retour de balancier et ce n'est que le début.

Partie 2 : La faute (inexcusable) de Chan.

- Aller à l'essentiel c'est "traiter l'objectif" avec des preuves.
- Le système du tandem OMS/ICNIRP, le cas Repacholi.
- Blocages de toutes études de réalisation de clusters.
- Des normes autorisent de tuer légalement les gens.
- Procédures et criminalisation de l'irradiation.
- L'action salutaire : une nouvelle OMS